



Audrey
Kichelewski

LES SURVIVANTS

Les Juifs de Pologne depuis la Shoah

Préface de Jan T. Gross

Belin:

Les Survivants

Les Juifs de Pologne depuis la Shoah

**Audrey
Kichelewski**

**LES
SURVIVANTS**
Les Juifs de Pologne depuis la Shoah

Préface de Jan T. Gross

Belin:

CONTEMPORAINES

Une nouvelle histoire
du temps présent

Collection dirigée
par **Denis Peschanski**
et **Henry Rousso**

En couverture: Des réfugiés attendent leur départ vers l'Ouest après un pogrome dans la ville de Kielce en Pologne le 4 juillet 1946. © Yad Vashem, Jérusalem Yad Vashem Photo Archive, Jerusalem. CAS-163929.

Le code de la propriété intellectuelle n'autorise que «les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective» [article L. 122-5]; il autorise également les courtes citations effectuées dans un but d'exemple ou d'illustration. En revanche «toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite» [article L. 122-4]. La loi 95-4 du 3 janvier 1994 a confié au C.F.C. (Centre français de l'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands Augustins, 75006 Paris), l'exclusivité de la gestion du droit de reprographie. Toute photocopie d'œuvres protégées, exécutée sans son accord préalable, constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

© Éditions Belin/Humensis 2018
170 bis, boulevard du Montparnasse, 75680 Paris cedex 14
ISSN 2270-4922 ISBN 978-2-410-01434-1

PRÉFACE

Par Jan T. Gross, professeur émérite à l'université de Princeton

Sur les 3,3 millions de Juifs vivant en Pologne à la veille de la Seconde Guerre mondiale, près de 3 millions furent tués durant la Shoah. Les autres, pour la plupart, survécurent en URSS d'où ils furent rapatriés immédiatement après la guerre puis, en 1956, pendant une période de déstalinisation et de brève libéralisation du régime soviétique. Dans la Pologne sous occupation allemande, seuls 40 000 à 80 000 Juifs parvinrent à rester en vie jusqu'à la fin du conflit. Par la suite, par l'émigration ou la fuite, quasiment tous les Juifs polonais quittèrent leur pays d'origine par vagues successives – en 1946-1947, pour la première et la plus importante, puis en 1956, et encore en 1968. Et cependant, comme la douleur fantôme d'un membre amputé qui continue d'irradier le corps, les Juifs polonais sont demeurés un thème de référence récurrent dans l'histoire polonaise d'après-guerre. Dans son excellent ouvrage, Audrey Kichelewski a redonné vie à cette présence fantomatique des Juifs.

Ce livre est la première monographie au monde à présenter de manière systématique l'histoire des Juifs de Pologne après 1945. Il offre un panorama des réseaux institutionnels au sein desquels

les survivants du judaïsme polonais ont organisé leur vie collective après la Shoah. Audrey Kichelewski suit l'évolution de cet environnement à travers le temps, à mesure que l'importance numérique des Juifs diminue et que la politique du parti communiste fluctue au gré des directives provenant d'Union soviétique.

Plus important encore, elle donne du relief à la «question juive» en Pologne à plusieurs moments charnières de l'histoire du pays. En dépit de la très faible taille de la communauté après 1945, cette question est revenue régulièrement à la surface à l'occasion des crises politiques de la démocratie populaire. En Pologne, le passé n'est pas une contrée étrangère, et en ce qui concerne les Juifs, il s'avère que ce passé ne passe pas.

Le récit se déroule de manière continue, avec pour point de départ le pogrome de Kielce: l'assassinat de plus de quarante survivants de la Shoah à peine un an après la fin de la guerre, lors d'une séquence de violence de masse frénétique qui a submergé une capitale provinciale du centre du pays, le 4 juillet 1946. Plus d'une centaine de milliers de Juifs durent, pour sauver leur vie, trouver un abri dans les camps américains de personnes déplacées (DPs) situés... en Allemagne occupée. Puis vint la crise de la déstalinisation, en 1956, qui entraîna la vague suivante d'émigration de survivants de la Shoah, cette fois principalement vers Israël. Douze ans plus tard, l'épisode le plus frappant analysé dans ce livre s'est déroulé dans le contexte d'une campagne antisioniste, en 1967-1968, qui culmine avec les événements dits de «Mars 68» qui entraînèrent une vague d'émigration vers les pays scandinaves, les États-Unis, le Canada et l'Australie (ainsi que vers Israël), de la partie la plus intégrée des Juifs polonais qui, en majorité, ne se reconnaissaient pas du tout dans une identité juive.

Historienne hors pair, Audrey Kichelewski connaît intimement son sujet; elle écrit avec grand talent, empathie et intelligence. Mais plus encore, avec son récit, elle ouvre la porte à une histoire en marche qui, j'en suis convaincu, va périodiquement refaire surface en Europe de l'Est jusqu'à ce

PRÉFACE

que les diverses composantes de la région regardent en face les séquelles de la complicité de leurs ancêtres dans la destruction de leurs concitoyens juifs durant la Shoah.

J'écris cette courte préface en mars 2018, alors que la Pologne est aux prises avec un intense débat national et un scandale international lié à la volonté d'un parti nationaliste au pouvoir d'essayer de criminaliser, au moyen d'une nouvelle loi, la moindre allusion à une telle complicité. Si certains chapitres de son histoire sont jugés dignes d'être falsifiés par un État européen supposé libre et démocratique, il nous incombe, il me semble, en tant qu'Européens, d'en tirer les leçons. Audrey Kichelewski nous raconte une part importante de cette histoire en détaillant comment les derniers survivants du judaïsme polonais ont tenté de reconstruire une vie communautaire après la guerre.

Varsovie, le 15 mars 2018.

PROLOGUE

Dans un pays en ruines

En cette matinée ensoleillée du 4 juillet 1946, dans la ville de Kielce, au sud de Varsovie, Ida Ajzenman se rend, comme chaque jour, à pied à son bureau. En chemin, elle croise une foule rassemblée devant l'immeuble de la rue Planty où vivent, elle le sait, des Juifs, comme elle, rescapés du génocide. Elle entend alors une femme s'écrier : «L'enfant était encore tout chaud quand ils l'ont retrouvé dans la cave¹.» Il n'y avait pourtant pas de cave dans cet immeuble... Ida comprend vite : la sempiternelle rumeur de l'enlèvement d'un enfant chrétien par des Juifs a encore frappé. Bientôt, des centaines de badauds se mettent à jeter des pierres sur les habitants de l'immeuble. Les forces de l'ordre, prévenues, arrivent rapidement. «Nous étions sûrs que l'armée tirait en l'air pour disperser la foule quand soudain, une balle pénétra dans mon bureau, c'est là que j'ai compris qu'ils ne tiraient pas pour disperser la foule, mais que c'était sur nous qu'ils tiraient», raconte Jechiel Alpert, un membre de la communauté juive qui avait ses bureaux dans l'immeuble². Coups de feu, projectiles, les badauds se déchaînent sur les habitants de la maison. La chasse au Juif se propage ensuite dans toute la ville

et dure jusqu'au petit matin. «Des groupes de civils circulaient en ville à la recherche des Juifs et vérifiaient l'identité des gens», peut-on lire dans le rapport d'enquête mené peu après les faits³. Une femme, Regina Fisz, et son bébé, furent tués par balle après avoir été sortie de force de chez elle, dépouillée de ses quelques zlotys et de ses bijoux, puis conduite dans une forêt voisine⁴. Le bilan est lourd : quarante-deux morts, un cinquième de cette petite communauté de rescapés juifs qui vivait alors à Kielce est victime de ce premier pogrome de «l'après-guerre».

L'histoire des survivants juifs polonais de la Shoah – terme qui englobe aussi bien ceux qui ont survécu en Pologne occupée cachés ou dans des camps, que l'on nommera rescapés, que ceux qui ont survécu à la guerre après leur évacuation vers l'URSS et qui reviennent en Pologne après-guerre, que l'on nommera réfugiés ou rapatriés – commence donc dans un bain de sang, à première vue difficilement concevable pour les observateurs contemporains que nous sommes. Comment expliquer cet anti-sémitisme après Auschwitz ? Comment les rescapés juifs vivent-ils cette sortie de guerre qui est pour eux loin d'être une libération ? Mais d'abord, quelle est cette Pologne qu'ils retrouvent après six années d'un conflit sanglant ?

La Pologne est l'un des pays d'Europe les plus durement touchés par la guerre. Dans une nation tout entière occupée et parcourue par les lignes de front, les combats ont ravagé le pays. 300 000 logements ont été anéantis. Un quart des villages polonais est détruit⁵. Des villes entières sont pratiquement rasées, à commencer par la capitale, Varsovie, qui subit tour à tour l'anéantissement du ghetto à la fin du printemps 1943 puis du reste de la ville après l'échec de l'insurrection à l'été suivant. Au total, près des trois quarts de la ville sont réduits à néant au sortir de la guerre. Partout, les images de destruction dominent. L'heure est plus à la contemplation du désastre qu'aux plans de reconstruction. Il faut par ailleurs repeupler un pays dont les frontières ont été déplacées vers l'ouest. C'est ainsi que dans

la région de Basse-Silésie, les autorités polonaises « remplacent » trois millions d'Allemands ou de populations germanophones, alors expulsées, par les « leurs ». C'est là aussi que seront installés en priorité les rescapés juifs – avec les Polonais non juifs revenus de captivité ou ayant perdu leur maison dans les confins orientaux cédés à l'URSS.

Encore faut-il trouver une population en nombre suffisant pour s'installer dans ces territoires et, plus généralement, pour construire une nouvelle Pologne. En effet, le pays a subi une saignée démographique sans égale en Europe : cinq à six millions de victimes civiles, soit une perte nette de 20 % de la population. À titre de comparaison, la France a perdu 230 000 civils durant cette même période⁶. Ces pertes sont, d'abord, le fait de l'extermination massive de près de trois millions de Juifs polonais, soit 90 % de la population juive d'avant-guerre⁷. Mais les Polonais non juifs ont également souffert de la violence de guerre nazie : déportations pour fait de résistance, exécution d'otages arbitraires ou encore la terrible répression de l'insurrection de la ville de Varsovie à l'été 1944, qui fit entre 120 000 et 180 000 victimes – à comparer aux 3 000 civils disparus durant la libération de Paris au même moment. Sur le plan socioprofessionnel, les élites du pays sont décimées. Sous l'effet conjugué de l'extermination de la population juive et de ces assassinats de masse, la Pologne de 1945 a perdu la moitié de ses avocats, 40 % de ses médecins et le tiers de ses professeurs. En outre, 20 % du clergé polonais a péri sous l'Occupation⁸. C'est donc la physionomie même de la population polonaise qui se trouve radicalement modifiée au sortir du second conflit mondial.

Par ailleurs, ces reconfigurations démographiques se poursuivent après la guerre en conséquence de l'application d'une véritable politique de « nettoyage ethnique » visant à faire des pays d'Europe centrale des entités ethniquement homogènes, seule solution d'après les Alliés pour éviter tout risque de conflit à l'avenir⁹. C'est dans ce contexte que les Allemands sont expulsés

des territoires récupérés sur le Reich, mais également que les autres minorités – ukrainienne, biélorusse et lituanienne – sont déplacées vers leurs républiques soviétiques respectives. L'élément nationaliste au sens étroit et ethnique du terme refait surface dans une nation humiliée sur le plan symbolique : la Seconde Guerre mondiale fait de nouveau disparaître la Pologne de la carte, elle qui n'avait recouvré son indépendance qu'en 1918 après plus d'un siècle de partages entre ses voisins prussiens, russes et austro-hongrois. En ce sens, le discours des nationalistes polonais d'avant-guerre, partisans d'une Pologne « monoethnique » alors que les Polonais « ethniques » représentaient à peine plus du tiers de la population en 1939, rejoint curieusement le point de vue de l'administration nouvelle qui se met en place sous la férule des communistes. Tout pourtant les oppose tandis qu'ils se livrent une guerre sans merci pour le contrôle du pouvoir.

Le pays que retrouvent les survivants au sortir de la guerre fait donc face à un avenir politique plus qu'incertain. Le gouvernement polonais en exil à Londres depuis 1939 se trouve confronté aux manœuvres des Soviétiques, décidés à imposer leur marque sur les territoires occupés depuis l'été 1944. Le 22 juillet, l'embryon de parlement créé à Moscou en majorité par des socialistes et des communistes devient le Comité polonais de Libération nationale (PKWN). La concurrence avec le gouvernement de Londres devient évidente lorsque Staline déclare quatre jours plus tard ne plus reconnaître que le PKWN comme seul représentant du peuple polonais. Installé à Lublin, capitale provisoire de la Pologne, le PKWN ne cesse de renforcer son pouvoir durant les mois suivants. Il dispose de l'appui de l'Armée rouge pour consolider son autorité, avec 3,5 millions de soldats stationnés en Pologne, qui font régner la terreur dans les zones qu'ils contrôlent.

Les territoires libérés sont réorganisés sur le modèle soviétique, avec notamment une milice civique et un ministère de la Sécurité publique, équivalent de la police politique soviétique

(NKVD devenu le KGB en 1954) également présente. Ceux-ci font la chasse aux opposants et en particulier aux soldats de l'Armée de l'Intérieur (AK). En vue de gagner en légitimité et d'obtenir une reconnaissance internationale, le PKWN, devenu gouvernement provisoire le 1^{er} janvier 1945, accepte toutefois d'inclure, sous la pression des Alliés, des membres du gouvernement en exil à Londres pour donner aux citoyens polonais et au reste du monde l'image d'une unité nationale. S'il obtient une reconnaissance internationale en juin, une partie de la résistance intérieure reste fidèle au gouvernement en exil et refuse l'ordre nouveau. S'ensuit une quasi-guerre civile entre les nouvelles autorités appuyées par l'Armée rouge et les groupes de résistance armée, durement réprimés. Cette lutte fait 8 000 à 10 000 morts dans les rangs de la résistance. La police communiste perd de son côté 12 000 membres. Le démantèlement des groupes armés se fait également au moyen d'arrestations de masse : près de 80 000 personnes sont arrêtées jusqu'en 1947¹⁰. À cette date, le nouveau gouvernement s'est assuré la maîtrise du pays par la force et par les urnes grâce à un référendum à l'été 1946 et aux élections législatives de l'hiver suivant, scrutins tous deux truqués, qui assurent la suprématie du « Bloc démocratique » dominé par le parti communiste (Parti ouvrier polonais, PPR).

La population polonaise s'est donc habituée à vivre dans un climat de violence omniprésente, qui ne cesse pas après la fin officielle du conflit, une violence en partie générée par l'État lui-même qui n'a pas les moyens matériels de faire régner l'ordre. Dans ce contexte, les survivants juifs sont eux aussi particulièrement vulnérables. Ce climat d'extrême insécurité règne alors jusqu'au cœur de Lublin, la première ville passée sous contrôle du nouveau gouvernement pro-communiste. On compte en effet plus d'une centaine de victimes juives dans cette région entre 1944 et 1946¹¹. Les autorités ne parviennent pas à maîtriser les groupes violents et la confusion s'installe entre brigandage, résistance armée et maintien de l'ordre, du fait d'actes souvent commis

par des hommes en uniforme. Il faut enfin ajouter le caractère crapuleux de nombre de ces crimes, comme le cas de ces Juifs dépouillés de leurs chaussures et de leurs vêtements. Dans un contexte économique d'après-guerre excessivement difficile, les biens sont d'une grande rareté et l'on est prêt à tuer pour en obtenir... Pour la seule année 1945, on estime à environ un tiers le nombre de crimes commis contre des Juifs ayant pour mobile avéré le vol, d'après les actions enregistrées par les pouvoirs publics¹².

Comment les survivants juifs parviennent-ils à se faire une place dans ce pays en ruines où ils sont si mal accueillis ? Comment comprendre ce qui se noue alors entre une société polonaise avant tout soucieuse de sa propre survie dans un nouveau régime autoritaire et répressif, une minorité juive exsangue qui n'aspire qu'à retrouver un semblant de normalité après des années de persécution, et des autorités polonaises qui jouent constamment des préjugés ancrés, quand elles ne les partagent pas elles-mêmes ? C'est au cœur des archives et témoignages que l'on peut trouver des réponses à ces questions. Ce sont ces voix, celles des survivants, mais aussi celles de ceux qui les observent – institutions, intellectuels ou simples voisins – qui constituent le fil conducteur de ce récit sur la présence juive en Pologne, après la Shoah, sous le communisme et depuis 1989.

Cet ouvrage s'intéresse donc au destin des Juifs polonais, en Pologne même, de la sortie de guerre à nos jours. Il montre leurs conditions de vie, le climat dans lequel ils évoluent, les pressions auxquelles ils furent souvent soumis. Il cherche à comprendre pourquoi beaucoup sont partis et d'autres sont restés au cours de moments clefs de l'histoire de la Pologne populaire – de l'immédiat après-guerre à 1968, en passant par le début des années 1950 ou la crise de 1956. Le lecteur n'y trouvera pas une histoire de l'antisémitisme en Pologne mais plutôt un aperçu de la manière dont, dans les tournants successifs de l'histoire du pays, la relation à la minorité juive, existante ou fantasmée, s'est exprimée, et

PROLOGUE

quelles en furent les répercussions sur le quotidien des Juifs de Pologne. Ces derniers sont les acteurs à part entière de ce récit ponctué de portraits individuels, dont les plus emblématiques sont rassemblés en fin de volume. Nous espérons ainsi montrer que, contre toute attente, la présence juive millénaire en Pologne a perduré en dépit de son considérable amenuisement numérique. Dans un contexte politique inédit, des liens nouveaux se sont tissés entre les survivants juifs et leurs descendants d'une part, et la société polonaise d'autre part. Liens complexes et souvent douloureux, fruits d'un long héritage historique, des bouleversements issus de la guerre, mais aussi de la volonté de bâtir une existence commune. La Pologne d'après 1945 est peut-être privée à tout jamais de ses *shtetls*, les bourgades juives, mais elle conserve et réinvente une relation complexe avec ses citoyens juifs, dont l'histoire encore trop peu connue fait pourtant partie intégrante de l'histoire contemporaine de ce pays et de celle de toute l'Europe. À l'heure où l'interprétation des faits passés, mais encore proches, de la Seconde Guerre mondiale et de ses suites, concernant le rôle et les attitudes de la société polonaise, fait l'objet de débats encore très vifs et douloureux, il est plus que nécessaire de revenir sur la manière dont la Pologne, depuis la Shoah, envisage son rapport et ses liens avec ses concitoyens juifs.

Des survivants mal accueillis

Survivre à la Shoah

« [Les Juifs qui avaient survécu en Pologne] venaient [...] contempler ces miracles qui marchaient – des familles juives entières, complètes, avec les pères, les mères et les enfants. En Pologne, le jour de la Libération, il y avait à peine plus d'une centaine de familles juives intactes. Mais ici il y avait des familles juives par centaines¹. » Ce rapport produit par l'American Jewish Distribution Joint Committee, ou Joint, organisation caritative juive américaine qui œuvre officiellement en Pologne de nouveau depuis juillet 1945, illustre bien la diversité des profils des survivants. En effet, on doit tout d'abord distinguer le petit nombre de rescapés ayant passé la guerre en territoire polonais occupé et ceux, les réfugiés, largement majoritaires, qui ont survécu en territoire soviétique, le plus souvent évacués ou déportés depuis la partie orientale de la Pologne occupée par l'URSS entre 1939 et 1941, vers les régions orientales et méridionales de l'Union soviétique. Les premiers ne constituent qu'une poignée des quelque 240 000 citoyens juifs polonais recensés en Pologne à l'été 1946,

apogée de la présence juive d'après-guerre dans le pays, avant que l'émigration massive ne cesse de faire décroître ce nombre².

Il y a d'abord les miraculés, les rescapés des camps de concentration, libérés entre l'été 1944 – les Soviétiques arrivent à Majdanek le 23 juillet – et le printemps 1945, qui ont survécu aux « marches de la mort » organisées par les nazis pour emmener les déportés loin du front, vers la Silésie et au cœur du Reich. Regina Fingier, rescapée du ghetto de Varsovie et du camp de Majdanek, se souvient du jour de la libération du camp de travail à Częstochowa où les Allemands l'avaient conduite : « Enfin, le 18 janvier 1945, vint le moment décisif et magnifique de la libération de Częstochowa de l'occupation allemande. Nous sommes libres. Nous sommes débarrassés de notre carapace de cinq années d'esclavage et de persécution³. »

Ces rescapés, estimés à environ 36 000 sur une population de près de 3 millions et demi de Juifs polonais en 1939, sont dans un état physique effroyable, en plus d'être démunis de tout, biens, vêtements, nourriture.

Il y a ensuite les rares survivants qui ont passé tout ou partie de la guerre cachés dans les forêts, dans des cachettes parfois souterraines, des caves, greniers, celliers et autres granges, et qui se trouvent dans une condition physique et psychologique à peine meilleure. Seuls ceux qui ont réussi à se cacher sous une fausse identité ou à rejoindre les unités combattantes de partisans ont la force de penser à autre chose que leur seule survie au moment où ils redeviennent des hommes et des femmes libres. Stefan Grajek, rescapé du ghetto de Varsovie et combattant de la résistance polonaise – sous une fausse identité –, décrit ainsi l'arrivée des Soviétiques dans le petit village de Suchedniów, dans les environs de Kielce, en ce même jour du 18 janvier 1945 :

Nous n'en croyions pas nos yeux. Les nazis avaient-ils vraiment été vaincus ? La guerre était-elle finie et nous étions en vie ? [...] Avec deux camarades, je lançais des paquets de cigarettes en direction des chars [soviétiques] et en voyant la joie des soldats, nous

achetâmes d'autres paquets de cigarettes dont nous «bombardions» nos libérateurs.

Nous étions donc là, trois reliques du ghetto de Varsovie, sur le chemin qui traversait notre village et nous nous regardions avec des sentiments mêlés. [...] Nous ne savions pas si d'autres Juifs étaient encore en vie ou si nous étions les seuls rescapés⁴.

Pour ceux qui avaient pu obtenir de faux papiers et ainsi survivre, revenir à la vie consiste en premier lieu à recouvrer sa véritable identité, puis à chercher ses proches. Ainsi se souvient celui qui, depuis 1940, se faisait appeler Józef Nowak: «J'étais de nouveau un homme libre, je pouvais reprendre mon vrai nom, Josek Rosenberg. Je sentis que c'était le moment de commencer à rechercher ma fille, Henia⁵.»

Ces rescapés qui ont traversé la guerre et survécu en territoire occupé sont également peu nombreux – 60 000 tout au plus sur les 350 000 à 500 000 survivants juifs polonais estimés, un chiffre qui inclut non seulement ceux qui ont été recensés à un moment donné comme rescapés ou réfugiés, mais aussi ceux qui ont échappé à ce recensement soit parce qu'ils se trouvaient ailleurs en Europe, principalement en Allemagne dans les camps, soit parce qu'ils n'ont pas été rapatriés d'URSS⁶.

Ceux qui se sont retrouvés en URSS au début de la guerre n'ont cependant pas tous eu la vie sauve: sur le million et demi de Juifs présents dans la partie orientale de la Pologne occupée par les Soviétiques jusqu'en juin 1941, 350 000 environ seulement furent évacués à l'intérieur de l'URSS – les autres, demeurés sur place, furent presque tous victimes de la politique d'extermination des nazis lorsque ceux-ci s'emparèrent du territoire au lendemain de l'opération Barbarossa⁷. En outre, l'évacuation vers les territoires soviétiques n'assurait pas la survie de manière automatique: les conditions de vie extrêmement difficiles dans les camps de réfugiés, la détention dans les goulags pour certains ou encore les combats menés au sein des armées polonaises reformées en URSS ôtèrent la vie à plus du tiers de ces évacués.

Avec la fin du conflit et la redéfinition des frontières, des accords sont conclus entre le nouveau gouvernement polonais et l'URSS pour un échange de population. Au terme de ces traités signés en novembre 1944 puis en juillet 1945, ce sont tous les citoyens polonais résidant dans les territoires orientaux de la Pologne devenus soviétiques ainsi que ceux présents dans le reste de l'URSS qui peuvent revenir chez eux. Au total, près d'un 1 million et demi de personnes seront ainsi rapatriées entre 1945 et 1948. Les Juifs ne constituent qu'une petite partie de ce contingent, environ 191 000 personnes, pour l'essentiel rapatriées au cours d'une campagne organisée entre février et juillet 1946⁸. Ces convois sont principalement dirigés vers les territoires occidentaux du pays, récupérés sur l'Allemagne : Poméranie orientale et Basse-Silésie.

Il n'y a donc pas un mais plusieurs visages du survivant, plusieurs retours possibles. Les Juifs qui ont survécu en Pologne occupée – dans les camps, cachés à la campagne, dans les monastères ou les forêts sont le plus souvent exténués, affamés, effrayés, vêtus de hardes ou des vêtements de détenus et le plus souvent totalement seuls. Ils dépendent entièrement de l'aide de la population locale pour survivre avant que ne se mettent en place les organisations chargées de les soutenir. Leurs silhouettes sont assurément plus marquées que celles des rapatriés d'Union soviétique, généralement en relativement meilleure condition physique et psychologique. Ces derniers ne se distinguent guère des rapatriés polonais non juifs, bien que leurs convois organisés soient plus nombreux et plus étalés dans le temps, arrivant durant plusieurs mois. La diversité des profils de survivants juifs résulte essentiellement de la variété de leurs expériences de survie durant la guerre qui influencent fortement leurs perceptions d'eux-mêmes et, pour une large part, également leurs choix de vie après le conflit.

Malgré ces différences, l'immense majorité des survivants juifs se retrouvent confrontés au même dénuement matériel. La plupart ont abandonné tous leurs biens lors de leur fuite ou leur arrestation, tandis que ceux qui ont pu conserver quelques objets de valeur les ont souvent troqués contre des vivres ou quelques instants de survie durant leur quotidien de fuyards, captifs ou cachés. En outre, leurs maisons ont été détruites par les combats ou l'anéantissement des quartiers juifs, ou bien récupérées par leurs voisins polonais souvent réticents à les restituer, de même que les biens qu'ils leur ont parfois confiés.

Les difficultés matérielles rencontrées par les rescapés sont rapidement notées et rapportées auprès du gouvernement provisoire afin d'obtenir de l'aide. Dès l'automne 1944, on peut lire dans les rapports du Bureau des affaires concernant l'aide à la population juive que «la moitié des personnes sous [leur] protection [soit environ 2 200 personnes] est sans vêtement, porte des chaussures et sous-vêtements totalement usés après des années passées dans des forêts ou des cachettes⁹». Démunis et privés de logement, les rescapés juifs sont souvent regroupés dans des refuges collectifs au sein d'un même immeuble dont la salubrité est généralement discutable et dont la taille est largement insuffisante. Ces conditions de vie font l'objet de plaintes de la part des organisations juives, notamment pour obtenir la restitution d'édifices communautaires pouvant permettre de loger les rescapés¹⁰. On trouve de semblables constatations dans les rapports de la Coordination sioniste dès janvier 1945 : «Une partie [des Juifs] a des conditions de vie supportables mais la majorité est totalement nue et ne ressemble pas à des êtres humains. Au cœur du quartier juif de Lublin, il y a des centres d'accueil où l'on peut voir tout le malheur des Juifs. Par exemple dans les centres d'accueil Peretz ou Wyszynski, trente à quarante personnes s'entassent dans une seule pièce, semblables à des animaux blessés. Dans ces nouveaux ghettos s'invitent fréquemment diverses maladies et épidémies¹¹.» Cette organisation ayant

pour but de faire partir de Pologne les rescapés juifs, c'est sans doute pourquoi le ton de ces rapports est sensiblement plus dramatique que ceux élaborés par les organisations polonaises.

Comme le souligne la dernière phrase de ce compte rendu, l'état physique de la population juive est également source d'inquiétude. Si l'on peut penser que la Coordination sioniste s'attache à la survie des futurs *olim* – immigrants vers la Palestine – et à leur état de santé, le gouvernement a également intérêt à diriger une population valide à l'heure où la reconstruction nationale exige le plus grand nombre de bras. Sans doute en réponse à une enquête du gouvernement, un rapport du printemps 1945 dresse l'état physique des rescapés, soulignant que 60 % d'entre eux sont inaptes au travail, que beaucoup portent encore les stigmates de la faim et que l'on compte de très nombreux paralysés. En outre, un tiers d'entre eux sont tuberculeux¹². Un autre rapport donne des chiffres plus alarmants encore : « 16 000 Juifs vivant actuellement en Pologne souffrent de maladie ou d'invalidité. Parmi eux, 60 % sont tuberculeux¹³. »

L'état de santé général de la population polonaise est globalement très dégradé au sortir de la guerre. Les épidémies sont récurrentes et la mortalité est élevée, notamment la mortalité infantile, évaluée entre 20 et 25 % dans le pays et jusqu'à 50 % parmi les rapatriés¹⁴. Malgré tout, le pourcentage de malades et d'invalides chez les rescapés juifs, même en ne retenant que les estimations les plus basses, reste plus proche de la moyenne des rescapés polonais non juifs des camps que du reste de la population.

Ces données sur l'état général de la population juive ne sont pas sans influence sur son évolution et sur le mouvement d'émigration qu'elle connaît. On peut en effet supposer que le gouvernement a facilité l'action des organisations internationales pour alléger le coût impliqué par le soutien apporté à cette minorité plus démunie que la moyenne. D'autre part, la situation sanitaire des Juifs a peut-être aussi motivé une relative libéralité

gouvernementale en matière d'émigration, émigration soutenue par le mouvement sioniste qui se sert de ces divers rapports pour la justifier.

L'état de santé psychologique des rescapés est également déplorable, ajoutant une fragilité supplémentaire, souvent ignorée voire incomprise. Ainsi Noach Lasman, travailleur forcé dans les camps nazis puis caché durant deux ans dans une grotte souterraine qu'il avait creusée, s'entend répondre par le médecin militaire lorsqu'il se porte volontaire dans l'armée polonaise à la fin de la guerre :

- 40kg ! Comme quatre grosses oies. Vous avez eu une maladie chronique ?
- Jamais.
- Mon garçon, avec un tel poids, je ne peux pas te prendre. Tu devrais rentrer chez toi et demander à maman de te préparer un bon repas¹⁵ !

La plupart des comptes rendus sur la situation des Juifs de Pologne en 1945 font le lien entre leur situation matérielle et leur détresse psychologique, un constat conforté par de nombreux témoignages.

Contrairement à ce que l'on peut imaginer, la fin de la guerre n'apporte ni la joie, ni le bonheur des retrouvailles aux survivants. Elle ne constitue même pas pour eux une délivrance mais le moment du bilan où l'on compte les proches disparus. Les témoignages recueillis par la Commission historique juive entre 1945 et 1947 sont à cet égard révélateurs. Maria Klein, qui a vu son mari et son fils de quinze ans mourir sous ses yeux, s'exprime ainsi : « Ce n'est qu'à présent que je ressens pleinement mon malheur, toutes les illusions, tous les espoirs se sont évanouis. Aucun de nos proches, décédés ou assassinés de la manière la plus cruelle, ne reviendra¹⁶. » Quand le bonheur de la Libération se manifeste, il est aussitôt teinté de tristesse : « Je dansais de joie dans les rues. Mais je demeurais abattu », raconte Józef Malczyk,

un autre rescapé¹⁷. D'autres témoins vont jusqu'à se demander à quoi bon continuer à vivre¹⁸.

Malgré leurs situations très diverses, les rescapés partagent des sentiments semblables. Pour ceux qui ont passé la guerre à être traqués, il est difficile de se réadapter à une vie normale, libre. Ainsi témoigne plusieurs années après les faits Moïse Feygenbaum, l'un des 300 survivants juifs de Biała Podlaska, à l'est de Varsovie, ville qui comptait plus de 6 000 Juifs avant-guerre, la plupart déportés à Sobibór et Treblinka: «Cela fait déjà deux mois que nous avons quitté notre bunker, et je n'arrive toujours pas à croire que nous sommes libres [...] Que faire de cette liberté? Où aller? Comment revenir à la vie après avoir vécu dans une étuve aussi sanglante¹⁹?»

Ceux qui ont choisi de se battre n'en partagent pas moins le même désarroi: «Nous avons toujours eu le sens de la mission pour nous donner des forces, mais là, c'était fini. Les gens se demandaient: à quoi bon continuer²⁰?», raconte Yitzhak Zuckerman, membre sioniste de l'Organisation juive de combat dans le ghetto de Varsovie. Cette liberté pour laquelle ils avaient combattu leur semble à présent inutile, plus personne n'étant là pour en profiter et les rares survivants étant confrontés à un accueil hostile²¹. Pour les rescapés ayant survécu sous une fausse identité durant la guerre, la joie de la Libération est masquée par la prise de conscience de leur solitude²².

On le voit, le traumatisme de la guerre ne s'arrête pas à la perte des proches, à leur vaine recherche ou encore à l'impossibilité de revenir sur les lieux de ses origines. Il touche indifféremment les survivants, quel qu'ait été leur parcours durant le conflit. À la tristesse et la solitude s'ajoute fréquemment une réflexion sur leur propre survie, emblématique du syndrome du survivant: pourquoi ont-ils survécu, eux, alors que tous leurs proches ont disparu²³? C'est le plus souvent dans les récits écrits ou narrés longtemps après les faits que de telles interrogations sont le plus longuement développées. Comme elles interagissent avec

l'expérience vécue par la suite, nous avons choisi de ne retenir que des exemples tirés de témoignages écrits immédiatement après-guerre, où apparaissent déjà des éléments de justification à la survie. Si l'aide apportée par une personne ou une organisation est parfois évoquée pour expliquer leur survie, les rescapés font le plus souvent appel à des facteurs plus abstraits comme le hasard, la chance, voire le destin. Les dilemmes moraux ne sont pas absents de cette réflexion : les chemins empruntés pour survivre n'ont-ils pas constitué une forme de trahison envers le sort qui leur avait été assigné ? « Les chants de Dolek et de Wisia resteront en moi jusqu'à la fin de ma vie, comme le reproche du fait qu'ils ne vivent plus et que moi, j'ai survécu à la guerre²⁴ », peut-on lire dans l'un des nombreux témoignages recueillis après-guerre.

La recherche des proches, souvent vaine, constitue ainsi une première étape de retour à la vie. Elle passe par l'écoute des émissions spéciales à la radio, par la publication et la lecture des annonces de recherche de survivants ou encore par des courriers adressés au comité juif dans l'espoir d'une réponse. Pour le seul premier semestre de l'année 1946, le comité juif de la région de Varsovie ne reçoit pas moins de 4700 lettres venues de Pologne ou de l'étranger et ne peut en traiter que 657²⁵. Les rescapés se rendent dans leurs villes et villages de naissance, parfois pour quelques jours seulement, afin de tenter d'obtenir la moindre information sur le sort de leur famille. C'est souvent à ce moment-là qu'ils prennent conscience de leur solitude et que surgissent les réflexions personnelles : « Je suis seule et je n'ai personne chez qui aller [...] je n'ai plus de proches », témoigne Brukha Rubinowicz²⁶.

Ces premières réflexions sur l'expérience de la guerre sont des éléments qui ont, au moins autant que les conditions matérielles, physiques et psychologiques, influencé les prises de décision identitaires et les itinéraires ultérieurs. Elles vont toutefois immédiatement se doubler d'une prise de position à adopter

face aux circonstances d'une réinstallation qui se fait dans un climat très difficile.

Le choc des violences antisémites, de Rzeszów à Kielce

«Les vieux voisins polonais n'affichaient aucune joie devant le retour [des Juifs] : “Quoi, tu vis ? Tu t’es sauvé ?” – et il fallait expliquer pourquoi on était en vie²⁷.» C’est ainsi qu’Halina Birenbaum, dont l’adolescence se déroule dans le ghetto de Varsovie puis à Majdanek, Auschwitz et Ravensbrück, raconte l’expérience collective des rescapés. Ces propos sont très répandus, à lire les témoignages de nombre de rescapés lorsqu’ils reviennent dans leur village natal. Pinkas Alterman, qui a passé trois ans dans divers camps de travaux forcés, est de ceux-là, à son retour près d’Opatów, dans la région de Kielce : «Quoi, tu es encore là ? Comment se fait-il qu’un Juif soit encore en vie ? On vous croyait vraiment tous morts...» Une lecture systématique de ces récits, rédigés pour la plupart bien après les faits, décèle ce motif récurrent, presque un passage obligé. De nombreux témoignages contemporains des faits existent cependant, notamment parmi les dépositions recueillies par la Commission historique juive dès 1945. Ainsi celui de Noemi Centnerschwer, cachée durant l’occupation, qui témoigne : «J’étais encore toujours très effrayée, je craignais chaque Polonais comme si c’était un Allemand. Je tremblais de peur, je ne voulais pas dire que j’étais juive, pensant qu’on allait me tuer tout de suite²⁸.»

La surprise exprimée par la société polonaise s’accompagne en effet de manifestations d’hostilité, larvées ou parfois ouvertes. De nombreux Juifs polonais subissent entre 1944 et 1946 toute une palette d’attitudes hostiles, allant du regard méfiant au meurtre collectif, émanant aussi bien d’individus isolés que de groupes et même des autorités locales. Comment comprendre ces violences et en quoi les réactions de la société polonaise renforcent-elles encore

le sentiment d'isolement des rescapés juifs ? Peut-on parler de continuité au regard d'autres épisodes de violences antijuives qui se sont produits pendant la guerre comme le massacre des Juifs de Jedwabne par les voisins polonais en 1941 ? Si le contexte et les circonstances sont très différents, les modalités de la violence ainsi que nombre de ressorts idéologiques et de croyances ancrés chez les auteurs de ces crimes invitent à poser la question.

Les premiers épisodes d'agressions contre les Juifs sont répertoriés au lendemain même de la constitution du gouvernement de Lublin, le 22 juillet 1944. Le Bureau des affaires concernant l'aide à la population juive, créé le 8 août 1944, forme aussitôt un Comité d'aide aux Juifs qui centralise les principaux problèmes auxquels les rescapés doivent faire face. Dès sa première réunion, le Comité évoque la nécessité d'aider des Juifs de Włodawa – petite ville proche de la nouvelle frontière avec l'Ukraine – « attaqués par des éléments agressifs ». La réunion suivante est consacrée à la sécurité de l'ensemble des rescapés qui commencent à sortir de leurs cachettes²⁹. Dans les jours qui suivent, le Comité doit traiter un flot de demandes d'aide émanant de Juifs localisés dans des bourgades et confrontés à la violence³⁰. Shlomo Herszenhorn, rapporteur du Bureau auprès du Premier ministre, établit le même constat lors du bilan d'activité de la première quinzaine du mois de septembre 1944 : « Dans les comptes rendus des comités [juifs] des provinces, on trouve au premier plan les mots : "sécurité mal assurée". Dans les plus petites villes, les Juifs sont sans arrêt menacés. On a *encore* quelques cas d'homicides commis contre des Juifs³¹. »

Le mot « encore » employé ici souligne que le rapporteur attribue ces violences au climat général d'instabilité dans un pays en guerre. Pourtant, ces agressions ne vont pas cesser avec la fin du conflit. Les données du ministère de l'Administration publique qui, à partir de 1945, devient l'organe de tutelle du nouveau Bureau de la minorité juive font état, entre septembre 1944 et septembre 1946, de 130 incidents répertoriés dans 102 localités,

pour un total de 327 victimes³². L'analyse de ces données permet d'établir une chronologie de ces violences, en distinguant deux phases principales : le printemps et l'été 1945 ainsi que le printemps 1946.

La première vague de violences coïncide avec la libération des Juifs polonais détenus dans les camps ou la réapparition de ceux qui sortent de leurs cachettes pour rejoindre leur village d'origine, en bref, lorsque les Juifs redeviennent visibles. Les premiers comités juifs locaux ont d'ailleurs été établis pour les aider. C'est aussi le moment où l'activité de la résistance nationaliste, qui n'est plus officiellement soutenue par le gouvernement en exil à Londres, intensifie sa lutte contre le gouvernement de Lublin.

Le ministère ne fournit pas toujours les détails des attaques commises. Les chiffres indiquent le nombre d'incidents, de victimes et de blessés. Le mobile du vol est parfois évoqué mais n'apparaît pas systématiquement. Les données sont enregistrées par région, ce qui permet d'établir une géographie des violences contre les Juifs³³. Durant cette première période, les agressions se produisent dans les voïvodies (provinces) récemment libérées de l'occupation nazie. Elles sont importantes dans les zones où les Juifs étaient nombreux avant-guerre, notamment les régions de Kielce et de Rzeszów, mais également dans les zones proches des lieux de pouvoir, comme les voïvodies de Lublin et de Varsovie, signe que la présence renforcée des représentants du pouvoir n'empêche en rien les violences antijuives. On peut même supposer qu'elle les stimule. En effet, ces secteurs sont également les foyers les plus actifs de la résistance anticomuniste qui, dans sa lutte contre le nouveau régime, amalgame Juifs et communistes. De leur côté, les comités juifs locaux établissent des rapports plus détaillés que ceux du ministère sur la nature des crimes commis et l'identité des victimes³⁴. Leur lecture révèle que les crimes visent aussi bien les hommes que les femmes et les enfants et plus souvent des familles entières que des individus

isolés. On trouve aussi le cas de bandes organisées qui s'attaquent aux Juifs en groupe. La macabre énumération des violences commises en quelques mois dans la région de Siedlce, à une centaine de kilomètres à l'est de Varsovie, résume la diversité des actions antijuives :

Depuis le mois de décembre de l'an dernier, nous avons déjà creusé les tombes de dizaines de nos frères, morts assassinés. Ainsi :

1. Le 20.XII.1944 Mendel Cyn-Cynowski, âgé de 23 ans, a été tué,
2. Le 3.II.1945, Orzeł Kalman, 32 ans, a été tué devant chez lui,
3. Le 25.II.1945, Omielina Jankiel, 25 ans, a été tuée,
4. Le même jour, dans la commune de Paprotnia, on a ouvert le feu sur une famille juive – la mère et ses deux enfants en bas [âge] – qui a été grièvement blessée,
5. Le 28.II, dans la commune de Wohin, *powiat* (canton) de Radzyń, on a assassiné 6 Juifs,
6. Le 8.III, dans la commune de Mokobody, a eu lieu une attaque armée et tous les Juifs du lieu, au nombre de 8, furent bestialement tués³⁵.

Le mobile de ces crimes n'est pas évoqué dans ce rapport. D'autres documents similaires avancent cependant plusieurs raisons. Le vol avec violence – voire meurtre – semble dominer, mais certaines bandes organisées pratiquent aussi la violence gratuite.

À la fin du printemps 1945, un nouveau motif déclencheur de violences apparaît : le soupçon de crime rituel, qui réactive des mécanismes très anciens. En effet, les premières accusations de crime rituel remontent à l'Antiquité³⁶. C'est à partir du XII^e siècle, avec l'affaire de William de Norwich en Angleterre, que se construisent les motifs religieux de cette accusation à l'encontre des Juifs : enlèvement d'enfants chrétiens au moment des Pâques et utilisation de leur sang à des fins rituelles – cuisson du pain azyme, vin du *seder* (dîner traditionnel de la Pâque juive) ou médicales. La hiérarchie ecclésiastique condamna officiellement

ces accusations, mais en vain. En Pologne, le premier procès contre des Juifs pour crime rituel a lieu au XVI^e siècle³⁷. Les procès se multiplient jusqu'au début du XVII^e siècle, faisant de nombreuses victimes, mortes sous la torture durant les interrogatoires ou exécutées³⁸. Le dernier procès de ce type a lieu en 1911 dans la Russie tsariste. Le Juif Mendel Beilis est accusé à Kiev d'avoir tué et utilisé le sang d'un jeune garçon, dont le cadavre avait été retrouvé aux abords de l'usine où Beilis travaillait. Après une longue période de détention et un procès retentissant, l'accusé est innocenté.

Le mythe avait depuis longtemps cessé d'avoir des effets concrets lorsqu'il resurgit au lendemain de la guerre. Il est alors invoqué à de nombreuses reprises et constitue un élément moteur décisif dans le déclenchement de violences antijuives, les exemples les plus explicites étant les pogromes de Rzeszów, Cracovie et Kielce. La rumeur circule dans presque toute la Pologne, selon une chronologie et une géographie propres, en fonction des déplacements des populations juives et polonaises.

Comment expliquer la résurgence de ce mythe ancien et supposé éteint ? La population polonaise y a-t-elle véritablement cru ? L'anthropologue Joanna Tokarska-Bakir, qui a longuement étudié les manifestations de cette croyance dans la Pologne contemporaine, répond par l'affirmative³⁹. Inscrite dans une culture de l'oralité, elle a pu se maintenir comme un « code culturel » dans la société polonaise alors même que ses effets directs – les accusations ouvertes et les procès, forme ritualisée du mythe – avaient disparu. En effet, c'est bien par une transmission orale, dans les foires et sur les marchés, que le mythe se répand entre 1945 et 1947.

Autre caractéristique propre à l'oralité du mythe : la multiplication de ses variantes en fonction du code culturel de l'époque. À la version « classique » du mythe selon laquelle les Juifs enlèvent des enfants chrétiens pour se servir de leur sang afin de fabriquer du pain azyme s'ajoute une variante « contemporaine »,

celle de la transfusion sanguine, devant servir à fortifier les Juifs exsangues à leur sortie des camps. Cette rumeur circule à Rzeszów dans les jours qui suivent le pogrome, mais également à Cracovie⁴⁰. On trouve enfin une version « cannibalesque » du mythe où cette fois le corps des enfants enlevés est utilisé comme nourriture⁴¹.

Enfin, comme tout mythe, le thème du crime rituel apparaît et se déploie surtout durant les périodes de crise profonde des sociétés – les croisades et les bouleversements sociaux qu’elles ont impliqués en Occident, la peste noire au XIV^e siècle et ses ravages démographiques. En Pologne, le mythe se développe au moment où le pays est en proie à des guerres dévastatrices au milieu du XVII^e siècle, avec le soulèvement des cosaques de Chmielnicki et les invasions suédoises, époque connue sous le nom de Déluge⁴². Les progrès de la connaissance et l’éducation de la population firent refluer la croyance à ce mythe. La situation de la Pologne après la Seconde Guerre mondiale ne saurait sans précaution être comparée à ces événements plus reculés. On peut néanmoins retrouver un certain nombre d’analogies dans ce contexte de grande crise. Tout d’abord, l’ensemble du pays a connu une occupation violente, qui a conduit à une brutalisation de la société et à une régression civilisationnelle. Celle-ci, ajoutée au désarroi de la situation de grande pauvreté connue dans l’immédiat après-guerre, provoque notamment la résurgence d’une religiosité primitive où les superstitions jouent un rôle majeur, surtout auprès des populations peu éduquées. Or la circulation de ce mythe se fait essentiellement parmi les jeunes, les femmes et les personnes peu ou pas alphabétisées. Elle touche surtout les villages et villes situés en milieu rural et en Pologne centrale, où la tradition du mythe était la plus importante à l’époque moderne⁴³.

Le « pogrome inachevé » de Rzeszów, le 12 juin 1945, est la première illustration documentée des effets de la résurgence de cette croyance⁴⁴. Les troubles partent de la découverte, la veille,

du corps sans vie d'une fillette violée et mutilée dans la cave d'un immeuble occupé par des familles polonaises au premier étage, juives au second. Sur la base d'accusations mensongères, une vingtaine de policiers viennent brutalement arrêter chez lui, dans la nuit, un résident juif de l'immeuble, Jonas Landesmann. Au petit matin, c'est l'immeuble entier qui se trouve assiégé par une foule hostile, alors que la police conduit tous les Juifs de l'immeuble au commissariat. La commission historique juive, qui fit un rapport complet sur cette affaire, note alors : « Les Juifs traversaient la ville, exposés à l'agressivité de nos miliciens et des passants catholiques qui leur jetaient des pierres⁴⁵. »

La rumeur d'un crime rituel ne cesse d'enfler dans toute la ville, avec son lot d'affabulations sur le nombre de victimes ou l'utilisation de leur sang. Les Juifs affaiblis par les camps en auraient besoin pour se fortifier, dit-on alors. Les Juifs arrêtés sont tous relâchés de suite mais doivent immédiatement quitter la ville pour éviter le lynchage. Seul Jonas Landesmann reste en détention jusqu'en octobre avant d'être relâché, faute de preuve.

Les événements de Rzeszów ne se distinguent pas par leur nombre des victimes. Ce « pogrome inachevé » n'a fait aucun mort, seulement quelques blessés. Il a pourtant laissé des traces auprès des contemporains. Outre l'enquête sur l'affaire criminelle menée par la police politique, le Comité central des Juifs de Pologne – CKŻP – a constitué un dossier sur les événements. Il a recueilli les témoignages des Juifs échappés de la ville et en particulier celui du principal accusé⁴⁶. Cela permet d'avoir une image assez détaillée de ce qui s'est passé, contrairement aux informations souvent lacunaires qui entourent les précédentes agressions.

Ces violences sont surtout remarquables par leurs circonstances et leur contexte. En premier lieu, les troubles se déroulent dans une grande ville, à la différence de la plupart des agressions jusque-là recensées, qui s'étaient produites principalement dans

les campagnes. Ensuite, il implique de nombreux acteurs, différents de ceux habituellement rencontrés – brigands organisés ou individus isolés. À Rzeszów, la milice locale, normalement au service de la population, a la première cru à la rumeur du crime rituel avant de procéder à la détention sans preuve d'un citoyen polonais juif, qu'elle a, de surcroît, maltraité. À cela s'ajoute la participation des habitants de la ville, rassemblés en une foule compacte devant le domicile du suspect. Une véritable psychose collective semble s'être alors emparée de la ville.

Une première accusation de meurtre rituel avait déjà été formulée fin mars 1945 à Chełm Lubelskie, où la rumeur avait aussi conduit à l'arrestation momentanée de plusieurs habitants juifs⁴⁷. C'était sans doute à mettre en rapport avec les fêtes de Pâques, catholique et juive, qui en 1945 coïncidaient au début du mois d'avril. Cette période a traditionnellement été propice à la réactivation de cette fausse suspicion puisque c'est le moment du rituel du pain azyme. À Rzeszów, cependant, la propagation de cette croyance ancestrale devient le moteur principal des violences et active un schéma caractéristique de plusieurs autres pogromes – jusqu'à celui de Kielce – où la population et les autorités locales agissent de concert : elle permet de justifier d'un point de vue moral les violences faites aux Juifs, ces derniers étant « coupables » ou du moins suspects. La population et les miliciens qui viennent des mêmes campagnes croient profondément à ce mythe entendu depuis l'enfance, depuis plusieurs générations. C'est sans doute pour cela que les policiers sont si prompts à s'enflammer et à procéder aux arrestations⁴⁸.

Le « pogrome inachevé » de Rzeszów constitue ainsi un tournant dans la mécanique des violences anti-juives, inaugurant un modèle qui va se déployer vers d'autres localités, avec parfois des issues plus dramatiques.

À compter de l'été 1945, époque qui coïncide avec l'arrivée de la première vague de rapatriés d'Union soviétique, l'atmosphère

à l'égard des Juifs ne cesse de se détériorer, en particulier dans le sud et l'est du pays. « Sur les relations de la population polonaise envers les Juifs, [on note] une animosité générale [...], des pillages avec meurtres commis à l'encontre de Juifs, dont les mobiles et les auteurs n'ont en général pas été identifiés. Il n'en demeure pas moins que des manifestations d'antisémitisme sont évidentes », écrivent en juin 1945 les autorités locales de Cracovie⁴⁹. Dans cette ville, courant juillet, la synagogue Kupa, où se réunissent les Juifs pieux pour la prière du vendredi soir et du samedi, est régulièrement attaquée à coups de pierres par des bandes de voyous. La congrégation religieuse de Cracovie demande même officiellement au voïvode une protection policière les jours de prière⁵⁰. Cette protection semble avoir été accordée si l'on en croit le témoignage de Jonas Turkow, alors membre important de la communauté juive organisée qui, dès le mois de mai 1945, avait été averti de l'imminence d'un pogrome et en avait répercuté l'information directement auprès du ministre de la Sécurité publique : « Demain, ça pourrait être trop tard [...] il s'agit de la vie de toute une communauté⁵¹. » Dans les jours qui ont précédé, la place du marché a même bruisé de rumeurs sur la découverte de dépouilles de treize enfants chrétiens. Jour après jour, ce bilan imaginaire ne cesse d'enfler pour atteindre le nombre de quatre-vingt à la veille du pogrome⁵².

Au matin du samedi 11 août, la synagogue Kupa est à nouveau assiégée par une soixantaine de jeunes individus qui commence à lancer des pierres sur les vitres. Un jeune garçon, probablement un scout, se met à crier qu'il a failli être enlevé par les Juifs. Trois policiers entrent alors dans la synagogue et en ressortent pour confirmer à la foule qu'ils ont trouvé la dépouille d'un enfant. Plusieurs centaines de personnes se déchaînent alors sur ceux qui tentent de s'enfuir. Elles pillent et dévastent l'édifice religieux, mais également le centre d'accueil des réfugiés juifs qui se trouve à proximité. Ses résidents sont dépouillés et violemment agressés. Une partie de la police locale participe activement aux violences,

accréditant les rumeurs, notamment celle selon laquelle les Juifs auraient tiré des coups de feu. Les incidents ne sont maîtrisés qu'en fin de journée grâce aux renforts militaires arrivés tardivement. Hanna Zajdman, blessée durant le pogrome et conduite à l'hôpital, témoigne :

Dans l'ambulance, j'ai entendu le soldat qui nous escortait et l'infirmière parler de nous comme de la racaille juive qu'ils étaient obligés de sauver, et ils disaient qu'ils n'auraient pas dû faire cela parce que nous tuions des enfants, et que nous aurions tous dû être fusillés. [...] L'un des patients de l'hôpital m'a frappée avec une béquille. Les femmes, y compris les infirmières, étaient derrière les portes et nous menaçaient en disant qu'elles attendaient la fin de l'opération pour nous découper en morceaux⁵³.

Le bilan exact des victimes du pogrome de Cracovie n'a pas été établi officiellement : l'agence de presse Polpress fait état de deux victimes mais les photographies de l'enterrement au cimetière juif montrent cinq cercueils. On compte en outre plusieurs dizaines de blessés. Vingt-cinq des participants les plus actifs aux violences sont arrêtés. Ils sont jugés par le tribunal militaire entre octobre 1945 et février 1946 et reçoivent des peines comprises entre six mois et sept ans de prison. Toutefois, aucun d'eux n'a purgé de peine supérieure à deux ans, certains s'enfuyant de prison et la plupart bénéficiant d'une amnistie au bout de quelques mois.

Les événements de Cracovie s'apparentent donc à ceux de Rzeszów qui les ont précédés de quelques semaines : rumeur de crime rituel, psychose collective et participation notoire des forces de police. On peut penser que la rumeur qui a commencé à circuler à Rzeszów a pu se répandre dans toute la région et arriver jusqu'à Cracovie. Elle aurait ensuite continué à se propager dans toute la Galicie avant de remonter vers la région de Częstochowa, qui connaît des incidents similaires dans les mois qui suivent. C'est le même schéma que l'on retrouve enfin à Kielce, en

juillet 1946⁵⁴. La rumeur de crime rituel est bien l'étincelle qui met le feu aux poudres, preuve d'une sincère croyance de la population en ce mythe. En outre, la participation des forces de l'ordre, comme à Rzeszów, assure à celle-ci un sentiment d'impunité. Ainsi, le gardien du centre d'accueil pour réfugiés, après avoir été frappé par les policiers qui l'avaient pris pour un Juif, leur ouvre-t-il lui-même la porte pour leur permettre d'aller y débusquer les occupants juifs⁵⁵.

Le pogrome de Cracovie marque un tournant dans la médiatisation de ce type d'événements. Pour la première fois, des violences à grande échelle se produisent dans une grande ville. Cette fois, ce ne sont plus seulement les journaux locaux qui relayent l'affaire, ni uniquement les organisations juives qui demandent que des mesures soient prises. Le pogrome de Cracovie fait la une des grands quotidiens nationaux qui publient les détails des événements et les réactions officielles tout au long du mois d'août. Chez les responsables du parti communiste, la question des violences antijuives est évoquée lors de la réunion du Secrétariat du Comité central du 16 août⁵⁶. Celle-ci débouche sur un décret condamnant les propos et les actes discriminatoires⁵⁷. Le Premier ministre s'exprime publiquement lors d'une conférence de presse à Varsovie pour condamner les événements de Cracovie et affirmer que le gouvernement fera tout pour empêcher à l'avenir de tels agissements⁵⁸.

Cette prise de conscience au plus haut niveau de l'État s'explique par l'ampleur des violences et leur persistance depuis plusieurs mois. Par ailleurs, les événements polonais commencent à avoir un écho au-delà des frontières du pays. Les organisations caritatives internationales ont affirmé peu à peu leur présence en Pologne. Parmi elles, le Joint a envoyé ses émissaires dans tout le pays. De plus, depuis la fin de la guerre en Europe le 8 mai, les correspondants de presse peuvent circuler plus facilement jusqu'en Pologne, mais également

dans les camps de personnes déplacées, notamment sur le territoire allemand, vers lesquels les premiers Juifs de Pologne commencent à affluer. Les canaux d'information sont donc plus accessibles et le gouvernement polonais en a conscience. Tout juste reconnu par les puissances occidentales, il est important pour ce dernier d'offrir une image respectable. La déclaration à la presse du Premier ministre, qui vient d'être évoquée, est ainsi sciemment lue par Emil Sommerstein, président du CKŻP, lors de la session plénière du Congrès juif mondial, le 22 août 1945 à Londres. Cependant, les échos des violences commises en Pologne se répandent en Europe et aux États-Unis. En France, l'un des tout premiers rapports arrivant de Varsovie au Quai d'Orsay mentionne «les récents pogromes du sud de la Pologne⁵⁹» qui poussent les rescapés juifs vers la frontière tchèque. La presse internationale relaie régulièrement l'information sur les violences commises à partir du mois de décembre.

Après le pogrome de Cracovie, les violences antijuives ne peuvent plus être considérées comme un phénomène marginal et isolé. Il s'agit à présent d'un problème national, observé et commenté dans le monde entier, auquel le nouveau gouvernement est confronté et doit répondre.

La seconde moitié de l'année 1945 connaît une décrue des violences antijuives en Pologne. Les peines plus lourdes infligées aux agresseurs et une surveillance policière plus vigilante ont dû avoir un certain effet dissuasif mais la diminution des actes de violence découle probablement aussi de faits plus pragmatiques. En effet, les Juifs ont commencé à se rassembler dans des villes plus grandes, où la sécurité est *a priori* plus assurée. De plus, l'automne et l'hiver 1945 sont un moment où l'émigration juive est importante, notamment après la première vague de violences. L'accalmie est donc relative et conjoncturelle. Les violences antijuives reprennent en février 1946, avec l'arrivée

des citoyens polonais rapatriés d'URSS, dont certains étaient de confession juive.

Dès le 12 mars 1946, les discussions au sein du présidium du CKŻP, centré de nouveau sur les questions de sécurité, font le lien entre la recrudescence observée des violences – attribuées pour l'essentiel aux «bandes des Forces armées nationales – NSZ –», un mouvement de résistance nationaliste et anticommuniste – et les élections qui doivent se tenir prochainement⁶⁰. L'organisation des Juifs de Pologne avance malgré tout d'autres hypothèses : la reprise des violences serait également liée au rapatriement des Juifs d'URSS qui prend un caractère massif à partir de janvier 1946⁶¹. En effet, entre février et juillet 1946, plus de 136 000 Juifs sont rapatriés en Pologne. Ces derniers se heurtent à la même hostilité que celle subie quelques mois plus tôt par leurs coreligionnaires sortant des camps ou de leurs cachettes. Samuel Honig se rappelle ainsi de son retour en Pologne :

Lorsque la majorité des gens eurent sauté des wagons pour descendre sur le quai, j'ai pu voir l'inimitié sur de nombreux visages polonais [...] L'un d'eux disait à l'autre : «Regarde combien des nôtres sont revenus». Au début, je ne compris pas ce qu'il voulait dire, mais l'autre répondit : «Regarde bien : que des Juifs.» C'est à ce moment-là que j'ai compris qu'ils ne voulaient pas de nous ici⁶².

On constate alors le même type d'agressions que l'été précédent, les bandes organisées recommencent à menacer la population juive. Le 5 février 1946, à Parczew, petite ville au nord de Lublin, une bande armée de plus de cent personnes s'empare littéralement de la ville, demande ses papiers à tous les passants et arrête ceux qui sont juifs. Des coups de feu sont tirés. Trois hommes d'une quarantaine d'années sont tués, un quatrième est grièvement blessé. La quasi-totalité des maisons habitées par les deux cents Juifs de la ville sont pillées⁶³. Les femmes et les enfants ne sont pas épargnés. Ainsi, à Radzyń,

une zone déjà touchée par les violences en février 1945, c'est une femme juive estropiée qui est retrouvée assassinée de façon bestiale⁶⁴ tandis qu'à Czorsztyn, près de la frontière slovaque, un garçon âgé de 14 ans figure parmi les huit victimes tuées entre le 30 avril et le 2 mai 1946⁶⁵.

D'après les informations dont dispose alors le CKŻP⁶⁶, les crimes commis à Czorsztyn, de même que ceux de Nowy Targ et sa région⁶⁷, qui font un total de vingt-quatre victimes en quelques jours, ont un point commun. Leurs auteurs, qui n'ont pas été identifiés, ont clairement visé les Juifs qui se dirigeaient vers la frontière. Les victimes sont certainement des rapatriés qui cherchaient à quitter le pays par la Tchécoslovaquie. Comme le souligne ce même rapport, le problème de la violence antijuive est récent dans cette région qui n'avait pas connu d'incident majeur hormis quelques vols⁶⁸. La conclusion est donc sans appel : les violences sont à mettre en rapport avec l'arrivée des rapatriés, spécifiquement visés. À peine ont-ils posé le pied sur le sol polonais que ces derniers sont victimes d'agressions. Des individus armés pénètrent jusque dans les trains qui les transportent, les frappent et les entraînent parfois dans les bois environnants pour les fusiller. Le CKŻP adresse donc une demande à son ministère de tutelle pour demander que les trains soient placés sous escorte policière⁶⁹.

Avec l'arrivée des rapatriés, la géographie des brutalités antijuives se trouve quelque peu modifiée. Aux zones « traditionnelles » où règne un climat de violence – la Petite Pologne et la région de Lublin – s'ajoutent les lieux par lesquels transitent les rapatriés comme la Galicie, frontalière avec la Tchécoslovaquie, et surtout la Haute-Silésie, traversée pour atteindre la Basse-Silésie, principal foyer d'accueil des rapatriés. À Gliwice, le 3 février 1946, Zelig Weisberg, un soldat démobilisé tout juste rentré d'URSS, est assassiné au domicile d'un ami par deux jeunes gens en civil. D'abord insultés (« Juifs galeux, pourquoi êtes-vous revenus en Pologne ? »), Zelig et son ami sont dépouillés de leurs biens.

N'ayant rien trouvé d'autre sur le premier que son alliance, les deux individus lui tirent dessus à six reprises, avant de s'enfuir⁷⁰. Le 22 mai suivant, c'est un médecin juif qu'on assassine à Katowice⁷¹.

Des citoyens juifs tout juste rapatriés sont également agressés dans les régions où ils sont installés par les autorités. On rapporte des cas d'agression en Poméranie, dans la ville de Szczecin, foyer important de rapatriés juifs, mais également en Basse-Silésie, notamment à Dzierżonów, où près du tiers de la population est juive après la vague de rapatriements⁷². La création dès le mois de mars 1946 de groupes d'«autodéfense juive» en Silésie, mentionnée sans plus de détail dans un compte rendu des instances dirigeantes du CKŻP, confirme le danger potentiel de cette zone pour les rapatriés qui s'y installent⁷³. Malgré tout, ces régions demeurent largement plus sûres que les voïvodies de Lublin, Cracovie ou Kielce. Si l'arrivée de citoyens juifs polonais suscite de l'antisémitisme, comme le constatent des rapports du ministère de l'Information et de la Propagande («[La population] dans son ensemble déteste les Juifs, elle les traite de profiteurs et de spéculateurs⁷⁴»), les actes antijuifs recensés dans cette région relèvent surtout de pillages et de vols, parfois accompagnés de violence, commis par des individus isolés. Le motif principal des agressions est donc plutôt d'ordre économique, dans un contexte de grande pénurie qui sévit dans tout le pays, et on ne trouve pas trace de bande organisée pour la «chasse au Juif» ni de phénomène d'une foule hostile s'en prenant aux citoyens juifs de la ville. La Silésie en particulier semble être une zone plutôt calme.

Au printemps 1946, les représentants de la communauté juive ont pleinement conscience de la nouvelle dégradation de la situation et en informent les autorités. Dans une période de regain des tensions politiques et de grandes difficultés économiques, les ingrédients sont réunis pour que resurgisse sous diverses formes la haine du Juif, d'autant plus qu'il est à présent de retour et visible. Perçu comme le communiste, l'homme riche

ou l'étrangleur d'enfant, il est rendu responsable des malheurs du moment. Les violences à son encontre culminent le 4 juillet 1946, à Kielce.

La région de Kielce, située entre Lublin et Cracovie, est depuis l'entrée de l'Armée Rouge à la mi-janvier 1945 une région où plus de 5 000 Juifs ont survécu, cachés dans les bois et les ghettos après leur liquidation, auprès de voisins polonais, dans des unités de partisans. Leur présence suscite d'emblée de l'hostilité, dans un contexte de grande pénurie alimentaire et de logements. Durant la première vague de violence entre mars et août 1945, les agressions antijuives y ont fait trente-deux morts et huit blessés. En conséquence, la population juive de la province diminue – passant de 5 085 le 15 juin 1945 à 4 081 le 1^{er} janvier suivant – et se concentre dans quelques centres urbains comme Częstochowa, Radom et Kielce, délaissant les plus petites villes⁷⁵. La ville même de Kielce ne compte qu'un peu plus de 300 Juifs au début de l'année 1946, contre 25 000 avant guerre. Certains sont des natifs de la ville, d'autres viennent de Cracovie, Lwów et Vilnius, mais la majorité sont des rapatriés d'URSS. Ils sont pour la plupart regroupés dans un centre d'accueil situé au 7 rue Planty, où l'on trouve également le comité juif, la synagogue et le kibboutz du parti sioniste Ichud, qui prépare les jeunes à leur vie future en Palestine⁷⁶. Les interventions multiples des responsables communautaires auprès des autorités locales, de la police et de l'Église semblent avoir été vaines et n'ont stoppé ni la violence, ni le mouvement d'émigration vers les grandes villes ou hors des frontières qui en est la conséquence immédiate. En outre, les tensions politiques sont particulièrement fortes dans la région. La résistance anticommuniste y est très active et la répression de la police politique – Bureau de Sécurité ou UB – à son encontre singulièrement aiguë : celle-ci n'hésite pas à incendier des maisons entières lorsqu'elles sont suspectées d'abriter un partisan⁷⁷. Cela suscite un conflit entre les différentes forces de l'ordre. En effet, la police locale

– la MO – tend à soutenir les partis non-communistes comme le Parti paysan – le PSL – et renâcle à entreprendre des actions contre eux, à l'inverse de l'UB et de l'armée, davantage composées de fidèles au nouveau gouvernement. Ces conflits internes vont lourdement peser dans le déroulement des massacres de Kielce et dans l'intervention tardive et désordonnée des forces de l'ordre.

Les événements de Kielce débutent le 1^{er} juillet 1946 par la fugue d'un garçon de neuf ans, Henryk Błaszczak⁷⁸. À son retour, trois jours plus tard, après avoir rendu l'affaire publique, son père dépose plainte au commissariat et affirme que son fils a été capturé par des Juifs mais qu'il a réussi à s'enfuir. Il s'avère qu'en réalité, le jeune garçon s'était rendu dans un village situé à 25 km de Kielce, chez des amis de la famille. La rumeur du crime rituel se répand pourtant comme une traînée de poudre. Accompagnée d'une foule nombreuse, une brigade policière se rend avec le père et son enfant au 7 rue Planty, où habitent la majorité des Juifs de la ville, soit 180 personnes environ. C'est là que l'enfant dit avoir été détenu et croit reconnaître son ravisseur, aussitôt arrêté et conduit au commissariat sous les vociférations de la foule. Les policiers pénètrent dans le bâtiment pour l'inspecter. Le responsable de la communauté, le docteur Kahane, appelle alors la police politique pour lui demander de faire retirer cette brigade policière qui excite la foule plutôt qu'elle ne la calme. Deux voitures de l'UB arrivent, mais les hommes n'arrêtent que trois policiers avant de repartir aussitôt, pris à partie par les assaillants. Un détachement militaire survient ensuite, mais les soldats – sous prétexte d'avoir entendu des coups de feu en provenance de la maison –, se mettent à tirer sur le bâtiment et ses occupants au lieu de disperser la foule, à présent grosse de plusieurs centaines de personnes. Le signal du pogrome est donné : coups de feu tirés, projectiles lancés, les badauds se déchaînent sur les habitants de la maison. Les policiers et l'armée, au lieu de protéger les Juifs, participent au carnage. Le docteur Kahane reçoit une balle dans le dos alors qu'il téléphonait pour obtenir

CHAPITRE IV

Le Dégel ou la parole libérée	135
<i>La crise de 1956 : «révisionnistes» et antisémites</i>	136
<i>Du Juif stalinien au Juif révisionniste : l'antisémitisme dans la société polonaise</i>	144
<i>Réactions juives à la crise de 1956</i>	154
<i>L'«alya Gomulka» : une émigration massive</i>	165

CHAPITRE V

Mars 1968 ou la chasse aux « sionistes »	171
<i>La «petite stabilisation»</i>	172
<i>«Nos Juifs ont vaincu vos Arabes» : le détonateur de la guerre des Six Jours</i>	179
<i>L'explosion du printemps 1968</i>	183
<i>L'apogée des manipulations mémorielles</i>	190
<i>Les réactions populaires à la campagne de mars</i>	194

CHAPITRE VI

Le moment Solidarność (1970-1983)	207
<i>Silences et premières fissures autour de la mémoire «L'homme a droit à la vérité»</i>	208
<i>«L'homme a droit à la vérité»</i>	213
<i>Les autorités polonaises face à la minorité juive</i>	230
<i>Une renaissance identitaire juive après 1968 ?</i>	244

CHAPITRE VII

Le retour du refoulé (1984-2002)	253
<i>Un intérêt croissant pour «le fait juif»</i>	254
<i>Une nouvelle génération de Polonais juifs</i>	262
<i>Affaires et scandales : le mode inévitable des relations polono-juives ?</i>	272

CHAPITRE VIII

Une mémoire, des mémoires ? Les années 2002-2017	297
<i>L'éternel retour de l'antisémitisme</i>	299
<i>Un musée pour l'histoire des Juifs polonais</i>	309
<i>Le palimpseste mémoriel des Juifs en Pologne</i>	314

TABLE DES MATIÈRES

ÉPILOGUE	
Le complexe héritage des ruines	329
NOTES	335
NOTE SUR LA PRÉSENTE ÉDITION	373
TABLE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS	377
ANNEXES	381
BIOGRAPHIES DES PERSONNES CITÉES	383
DOCUMENTS	397
INDEX DES NOMS DE PERSONNES	407
INDEX DES NOMS DE LIEUX	409
SOURCES	411
BIBLIOGRAPHIE	419
REMERCIEMENTS	437